

Nanterre, le 13 décembre 2011

La ville de Nanterre, la communauté médicale et les représentants du personnel de l'hôpital Max Fourestier dénoncent unanimement le projet de restructuration de l'hôpital préconisé par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France

L'hôpital de Nanterre est en danger, et le projet de restructuration avancé par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France risque de conduire à terme à la fermeture de l'établissement. C'est ce cri d'alarme qui a été lancé ce mardi 13 décembre au cours d'une conférence de presse organisée à la mairie de Nanterre, par la ville, la communauté médicale et les personnels de l'établissement.

Le maire de Nanterre, Patrick Jarry, qui était à l'initiative de cette communication à la presse, a vivement dénoncé un projet consistant à transférer de l'hôpital Max Fourestier de Nanterre à l'hôpital Louis Mourier de Colombes plusieurs activités majeures : les urgences de nuit, la chirurgie conventionnelle, la réanimation, auxquelles s'ajoutent à présent la pneumologie et la cardiologie. « Par rapport aux engagements que M. Claude Evin avait pris devant le conseil municipal le 17 juin dernier, nous considérons que ce projet est une véritable trahison » a notamment déclaré le maire de Nanterre.

Jacqueline Fraysse, qui représente la ville de Nanterre au conseil d'administration du CASH a révélé comment le projet de l'ARS a été préparé sans tenir aucun compte de l'avis des médecins, des personnels hospitaliers, et des élus, sans fournir la moindre étude. « Cette attitude est irresponsable » a estimé Jacqueline Fraysse, avant de présenter les pistes d'un projet alternatif porté par la communauté médicale, et qui consiste à doter les deux hôpitaux de Nanterre et de Colombes d'un véritable projet médical commun, cohérent et complémentaire.

Le docteur Martine Gaillard, médecin anesthésiste à l'hôpital de Nanterre et présidente de la commission médicale de l'établissement a souligné les nombreuses incohérences que contient le projet de l'ARS, en particulier le départ de la chirurgie conventionnelle qui constitue le point fort de Nanterre, et son transfert à Louis Mourier alors que cet établissement n'est pas prêt à accueillir cette activité. Elle a demandé que le projet porté par les personnels de Nanterre soit étudié par des cabinets d'expertise.

Les représentants des personnels de l'hôpital ont vivement dénoncé les incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur leur avenir, ainsi qu'un abandon d'une véritable politique de santé publique au profit d'une vision comptable et compétitive de l'activité de soins, alignée sur les critères d'une entreprise comme une autre, ce que ne devrait pas être l'hôpital.

Marie Pezé, présidente du comité de défense et de modernisation de l'hôpital de Nanterre a regretté que celles et ceux qui font l'hôpital au quotidien ne soient pas écoutés, elle a dénoncé « le cynisme des dirigeants de l'ARS » et a appelé à intensifier la mobilisation pour faire échouer ce projet.

Enfin, le Dr Jacques Hassin, président de la commission sociale a rappelé que la coexistence en un même lieu d'un centre social et d'un hôpital est unique en France, et que l'affaiblissement de l'activité hospitalière conduirait également à fragiliser l'activité sociale.

La ville de Nanterre a décidé de s'impliquer fortement dans la mobilisation pour la sauvegarde et la modernisation de l'hôpital Max Fourestier en éditant à 45 000 exemplaires un journal accompagné d'une carte pétition, et en organisant dans les semaines qui viennent une délégation au ministère de la santé. Le maire de Nanterre a annoncé qu'il demanderait très prochainement à rencontrer le maire de Paris, dans la mesure où la mise en cause de l'activité hospitalière du CSAH de Nanterre aurait nécessairement des conséquences sur l'accueil des SDF de Paris.

Contacts :

Jonathan Gilberg

Collaborateur

Cabinet du maire et des élus

jonathan.gilberg@mairie-nanterre.fr

01.47.29.59.11 ; 06.25.78.02.25